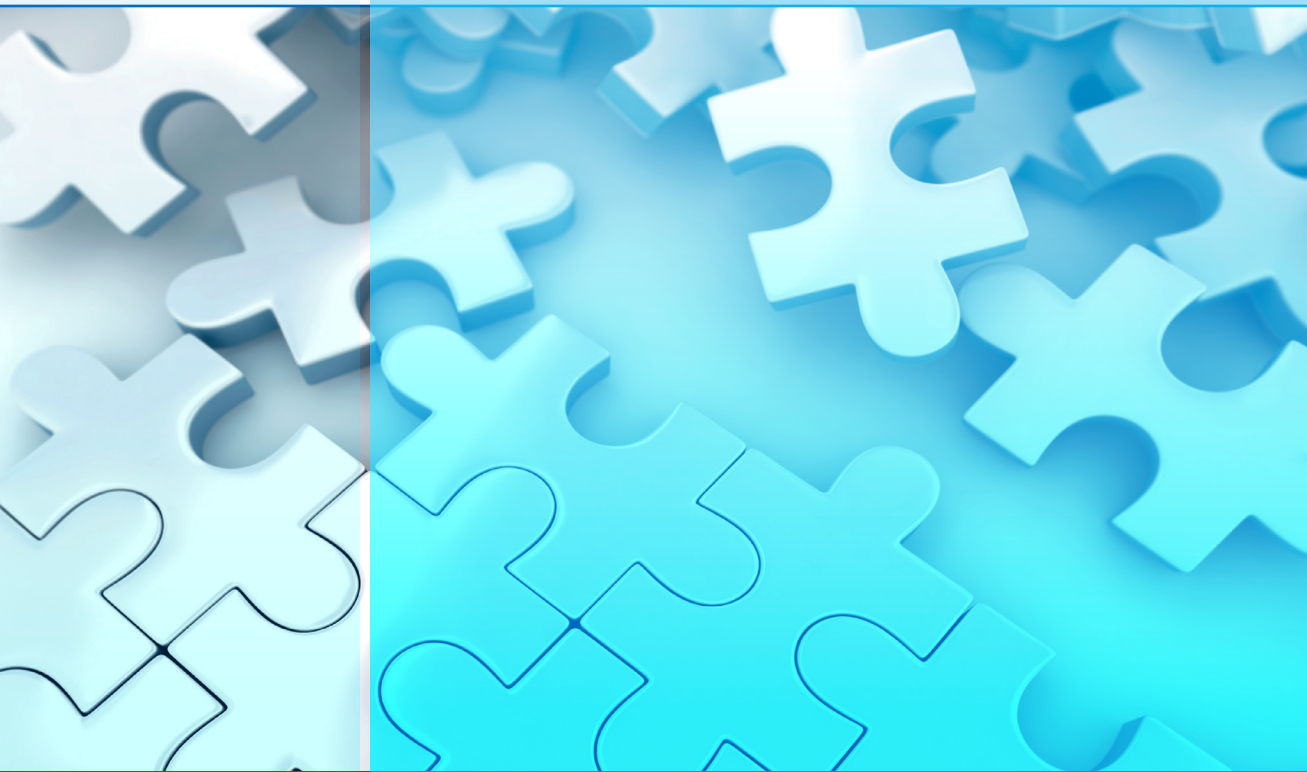


De la subsidiarité à la réussite :

l'impact de la décentralisation
sur la croissance économique

Résumé et conclusions



Une étude commanditée par l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE)

Mai 2009

Commandé et publié par l'Assemblée des régions d'Europe (ARE)
Recherches et réalisation par BAK Basel Economics

Directeur de publication: Klaus Klipp (ARE)
Gestion de projet: Urs Müller (BAK Basel Economics)
Dessin de couverture: Dunja Radler

Secrétariat Général de l'ARE

6, rue Oberlin
F-67000 Strasbourg
Tél.: +33 3 88 22 07 07
Fax: +33 3 88 75 67 19
E-mail: secretariat@aer.eu

Bureau de Bruxelles de l'ARE

Boulevard Baudouin 12
B-1000 Bruxelles
Tél.: +32 2 421 85 12
Fax: +32 2 421 83 69
E-mail: aer.brussels@aer.eu
Adresse postale:
2, Place Saintelette
B-1080 Bruxelles

www.aer.eu

BAK Basel Economics

Güterstrasse 82
CH-4053 Basel
Tél.: +41 61 279 97 00
Fax: +41 61 279 97 28
E-mail: info@bakbasel.com
<http://www.bakbasel.com>

Résumé et conclusions

Les régions dotées d'un plus grand nombre de compétences s'en tirent-elles mieux que les autres ? Les pays ayant un degré de décentralisation plus élevé réussissent-ils mieux au plan économique que les pays gouvernés centralement ?

L'objectif de l'étude "De la subsidiarité à la réussite: l'impact de la décentralisation sur la croissance économique", commandée par l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) et réalisée par BAK Basel Economics, est de rechercher les liens existant entre le degré d'autonomie d'une région, ou le degré de décentralisation au sein d'un pays, et le développement économique. Le projet est divisé en deux parties. La première partie décrit comment mesurer la décentralisation et présente les résultats de cette mesure. La deuxième partie traite de l'impact – examiné à travers une analyse théorique et économétrique – de la décentralisation sur les résultats et sur la capacité d'innovation des régions.

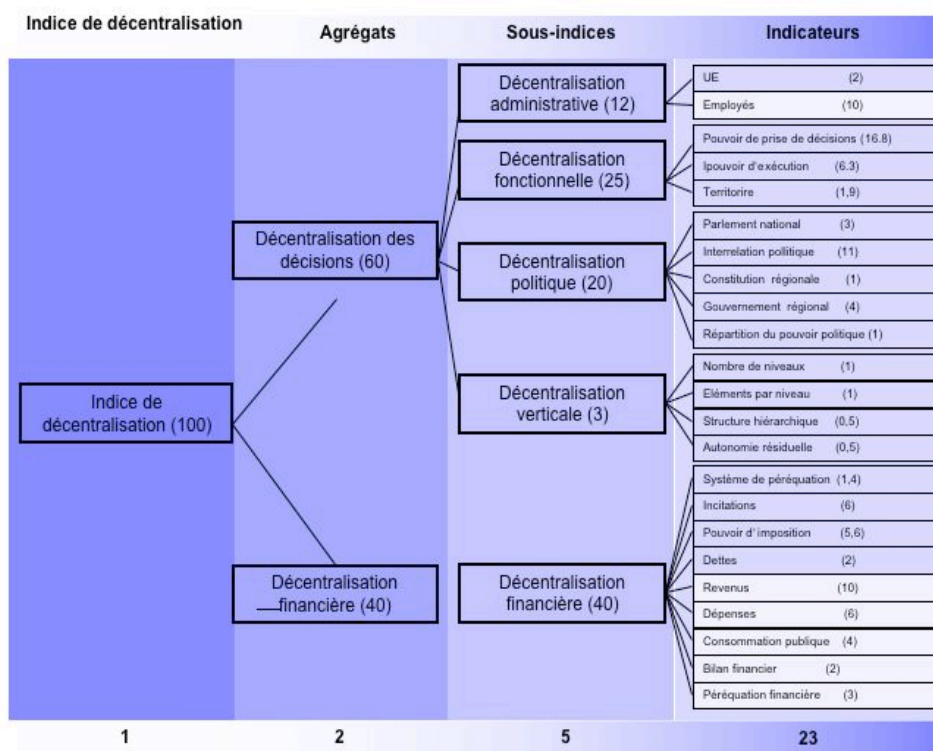
1. Comment mesurer la décentralisation ?

Pour mesurer la décentralisation, nous devons comparer la somme de toutes les compétences publiques (le terme « compétences » étant utilisé en guise de synonyme de pouvoir réglementaire) d'un état sur les différents niveaux, du niveau de l'état-nation - le niveau le plus élevé - jusqu'au niveau municipal. La **décentralisation** est la somme des compétences des juridictions infranationales. Plus les régions et les municipalités ont de compétences, plus le pays est décentralisé. C'est la perspective nationale: toutes les compétences qui ne sont pas attribuées à l'état-nation le sont aux niveaux inférieurs (régions, municipalités) et elles représentant la décentralisation. Du point de vue d'une région, toutes les compétences qui sont attribuées à la région confortent son autonomie régionale.

La décentralisation ne peut être observée ou mesurée directement car elle est pluridimensionnelle et complexe. On peut cependant observer de nombreux aspects individuels de l'organisation verticale d'un pays. Ces aspects observables (185 en tout) sont systématiquement rassemblés et les informations mesurées peuvent être regroupées en un **Indice de décentralisation**. Conjointement avec plusieurs sous-indices représentant différents aspects, un tel indice constitue un modèle de réalité.

L'Indice de décentralisation tient compte des données qualitatives et quantitatives. Alors que les données quantitatives sont recueillies auprès de sources internationales officielles, les données qualitatives sont recueillies directement auprès des régions au moyen d'un questionnaire élaboré conjointement avec nos quatre régions membres de l'ARE: Friuli Venezia Giulia (I), Hordaland (N), Istra (HR), Västra Götaland (S). Les données provenant des divers types de régions au sein de l'UE des 27, à l'exclusion de petits pays tels que le Luxembourg, la Slovénie, Chypre et Malte, mais incluant des non-membres de l'UE, à savoir la Croatie, la Suisse et la Norvège, ont été intégrées.

Figure 1: L'indice de décentralisation et ses composantes



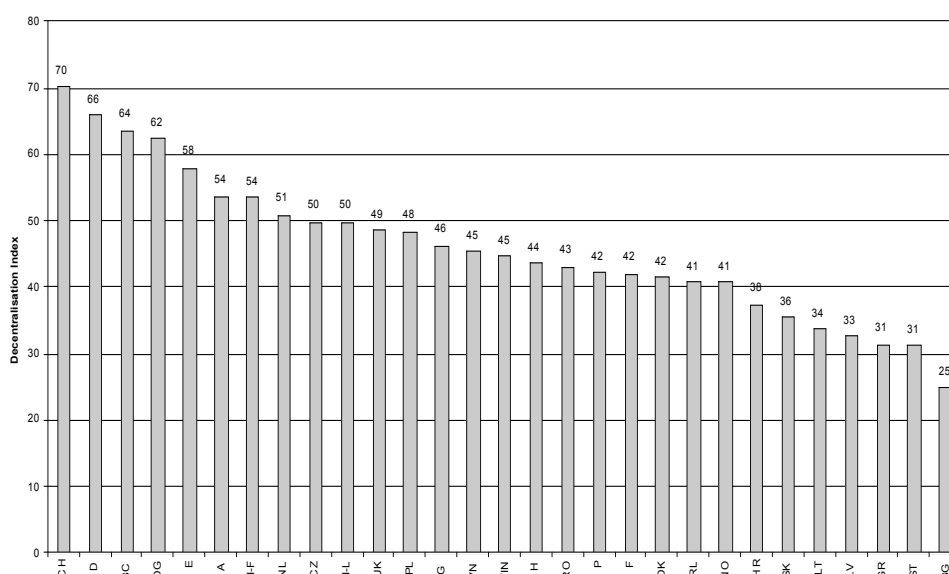
Poids entre parenthèses (in %), Source: BAK Basel Economics

La Figure 1 indique la composition de l'Indice de décentralisation. La décentralisation financière a un poids de 40 pour cent et inclut essentiellement les informations quantitatives quant à l'importance des revenus et des dépenses par rapport à l'état central. Cependant, elle contient des informations qualitatives sur les compétences en matières financières, comme dans le domaine des taxes (une

région a-t-elle le pouvoir de fixer l'assiette fiscale ou les taux d'imposition ?) ou de la dette publique (une région a-t-elle le droit d'émettre une dette).

La décentralisation des décisions (ci-après dénommée "Décision de décentralisation") a un poids de 60 pour cent dans l'indice global. A part le nombre relatif de fonctionnaires, elle se compose d'informations qualitatives sur la structure et la distribution de la prise de décision publique dans un pays. Les deux principaux thèmes: (1) la décentralisation politique (représentant 20%) considère l'influence générale de l'état sur les régions et vice versa. Elle tient compte, par exemple, du rôle des régions dans le processus de législation national. (2) La décentralisation fonctionnelle (pesant 25%) indique pour 42 domaines politiques le niveau compétent en matière de décisions (législation) et le niveau qui a la compétence (ou est chargé) d'appliquer ces décisions (du développement des entreprises à la migration).

Figure 2: Indice de décentralisation



Source: BAK Basel Economics

La Figure 2 indique les résultats de l'Indice global de décentralisation. Elle va de la Suisse, l'Allemagne et la Belgique - au sommet - à la Bulgarie, la Grèce et aux états baltes à la base. Dans quelques pays (tels que l'Italie ou la Suède) il y a deux types de régions aux droits différents et donc différents degrés de

décentralisation.¹

L'analyse des diverses composantes de l'Indice de décentralisation révèle que:

- Dans la plupart des pays, les degrés de décision et de décentralisation financière sont proches les uns des autres. Par conséquent, la corrélation entre ces deux ensembles est assez élevée. Cela signifie qu'en général, les moyens financiers des régions sont fonction de leurs compétences en matière de décision (concordance entre compétences et argent).
- La corrélation entre les éléments qualitatifs et quantitatifs de l'Indice de décentralisation est assez élevée. Cependant, dans certains pays (ex : en Scandinavie), la décentralisation quantitative est élevée, alors que dans d'autres pays (ex : Grèce, Croatie, Roumanie), la décentralisation qualitative est élevée. Un tel résultat peut révéler une inadéquation entre compétences et tâches dans ces pays.
- Une comparaison des indicateurs du pouvoir de prise de décisions et du pouvoir d'exécution révèle que les régions de tous les pays considérés ont davantage de pouvoir d'exécution que de prise de décision. Ce résultat n'est pas surprenant, parce que le niveau national tend à garder le pouvoir de prise de décision et à déléguer le pouvoir d'exécution aux régions. Dans certains pays (tels que l'Autriche, la Belgique, l'Italie), cette différence est peu importante. Dans d'autres (ex : Bulgarie, Croatie, Finlande ou Grèce), le manque de concordance institutionnelle est assez marqué.²

C'est la première fois que la décentralisation est mesurée de manière aussi large et globale. L'analyse des données révèle que la décentralisation peut être mesurée et qu'il existe une grande diversité dans la taille et la composition de la décentralisation parmi les pays considérés.

2. Quel est l'impact de la décentralisation sur les résultats économiques ?

Pour plusieurs raisons théoriques (appelées canaux de transmission), la

¹ La valeur indiquée pour le Portugal dans la Figure 1 fait référence aux régions autonomes (Açores, Madère); les régions du Portugal continental n'ont qu'une importance administrative (et non politique). De plus, l'île d'Aland en Finlande a un peu plus de compétences que les autres régions.

² Pour une description plus détaillée de la construction et des résultats, se référer à: De la subsidiarité à la réussite: l'impact de la décentralisation sur la croissance économique, 1^{ère} partie: Créer un Indice de décentralisation, ARE 2009.

décentralisation devrait avoir un impact positif sur les résultats économiques des pays et des régions. Le principal argument est **l'efficacité**: les régions connaissent mieux les préférences de leurs citoyens et les besoins de leurs entreprises. Lorsque les préférences et les structures industrielles sont hétérogènes dans l'espace (variant d'une région à l'autre), une politique nationale individuelle ne peut répondre à tous les désirs et tous les besoins différents. Il est généralement admis que les solutions régionales (c'est-à-dire les niveaux inférieurs de gouvernement) sont les plus efficaces.

L'autre facteur qui stimule la croissance économique est **l'efficience**: les niveaux inférieurs connaissent mieux les circonstances et les marchés régionaux. Ils peuvent également offrir des services publics à des coûts inférieurs. Cependant, deux éléments plaident en faveur de solutions centralisées: (1) les économies d'échelle: lorsque les coûts fixes sont élevés ou lorsque les coûts marginaux sont décroissants (ex : système juridique, armée, recherche nucléaire), les solutions centralisées seront moins chères. (2) les externalités spatiales (effets secondaires): lorsque la prestation d'un service public régional touche les personnes d'autres régions, des solutions centrales peuvent être plus efficaces (ex : trains à grande vitesse, grands aéroports). L'importance de ces deux effets doit être évaluée séparément pour chaque domaine politique afin de trouver la meilleure organisation verticale. Mais dans de nombreux domaines politiques, les niveaux de gouvernement inférieurs ont été jugés plus efficaces.

Pour l'analyse de la relation entre décentralisation et résultats économiques des régions et des pays, on a appliqué la méthode économétrique de la **régression transversale multiple**.³ Cette méthode a pour but d'attirer l'attention sur les facteurs qui permettent d'expliquer la variation des résultats économiques entre les différents pays et régions considérés. La principale question de l'enquête est de savoir si la décentralisation – et, dans l'affirmative, quelle dimension de la décentralisation – apporte une contribution statistiquement importante permettant d'expliquer les résultats économiques des régions et des pays.

Deux séries de données ont été utilisées pour la partie empirique: la première

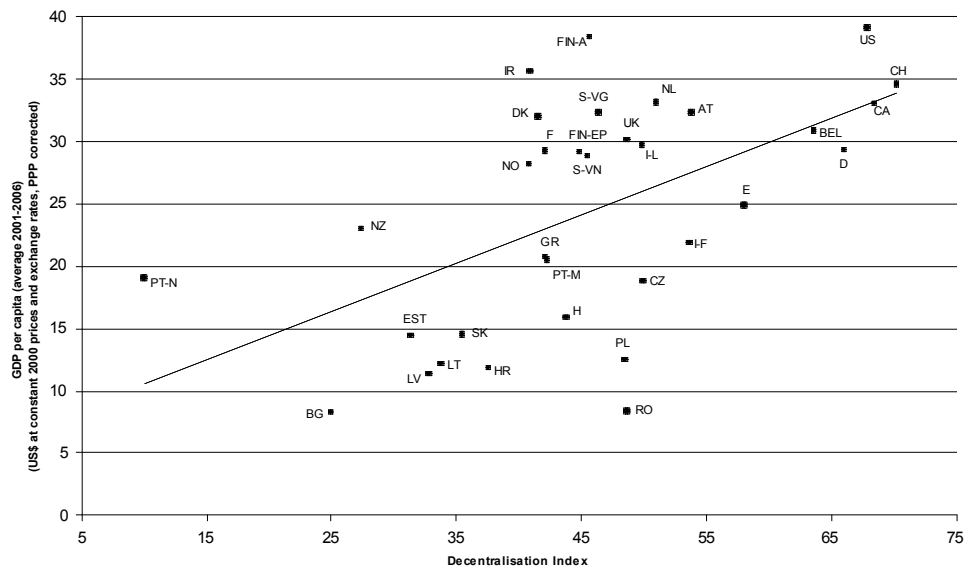
³ L'équation de régression revêt la forme suivante:

$$\text{Résultat} = \alpha + \beta_1 \cdot X_1 + \beta_2 \cdot X_2 + \beta_3 \cdot X_3 + \dots + \gamma_1 \cdot Z_1 + \gamma_2 \cdot Z_2 + \gamma_3 \cdot Z_3 + \dots + \varepsilon$$

Les lettres grecques représentent des paramètres fixes mais inconnus, à part le ε qui est un terme d'erreur, les X sont diverses variables de contrôle économique et politique, les Z sont les indicateurs de décentralisation. L'équation est estimée à l'aide de la méthode des moindres carrés ordinaires.

série de données contient 29 pays (dont quatre ont deux types différents de régions),⁴ la deuxième série de données contient 234 régions dans 16 pays d'Europe occidentale (du niveau régional le plus élevé au plan politique). Les résultats économiques sont mesurés par le PIB par habitant et par la croissance du PIB.

Figure 3: Décentralisation et PIB par habitant



Source: BAK Basel Economics

La Figure 3 révèle une corrélation positive entre l'Indice de décentralisation et le PIB par habitant en tant que mesure générale du bien-être économique. Etant donné qu'une telle explication unilatérale ou mono-causale peut prêter à confusion, le tableau 1 indique les résultats estimés de l'analyse de régression.⁵

Dans l'ensemble des données nationales et régionales, l'Indice de décentralisation est clairement positif et statistiquement important (voir la colonne Total): plus la

⁴ Les 29 pays sont l'UE des 27, à l'exclusion de petits pays tels que le Luxembourg, la Slovaquie, Chypre et Malte, mais incluant des non-membres de l'UE comme la Croatie, la Suisse et la Norvège, ainsi que les Etats-Unis, le Canada et le Nouvelle-Zélande. Etant donné que la Finlande, l'Italie, le Portugal et la Suède ont deux types de régions, le nombre d'observations s'élève à 33.

⁵ Pour d'autres résultats empiriques, se référer à: De la subsidiarité à la réussite : l'impact de la décentralisation sur la croissance économique, 2^e partie: Décentralisation et résultats économiques, ARE 2009.

décentralisation est élevée, plus le PIB par habitant est élevé.

Tableau 1: Coefficients estimés de la variable de décentralisation⁶

Variable dépendante: PIB par habitant (moyenne 2001 à 2006)	Total	Décentralisation quantitative	Décentralisation qualitative
Ensemble de données par pays	0,24662 ***	0,18510 ***	0,24208 ***
Ensemble de données par région	0,09459 ***	0,04927 **	0,10115 ***

*, **, *** signifie respectivement l'importance statistique sur le niveau d'erreur de 10, 5, 1.
Source: BAK Basel Economics

Les coefficients de la décentralisation qualitative sont plus élevés que pour la décentralisation quantitative. Cela implique que les compétences (le pouvoir de faire quelque chose) sont au moins aussi importantes pour la prospérité économique que de simples quantités (de personnes et d'argent). La décentralisation ne se limite donc pas à la décentralisation des impôts.

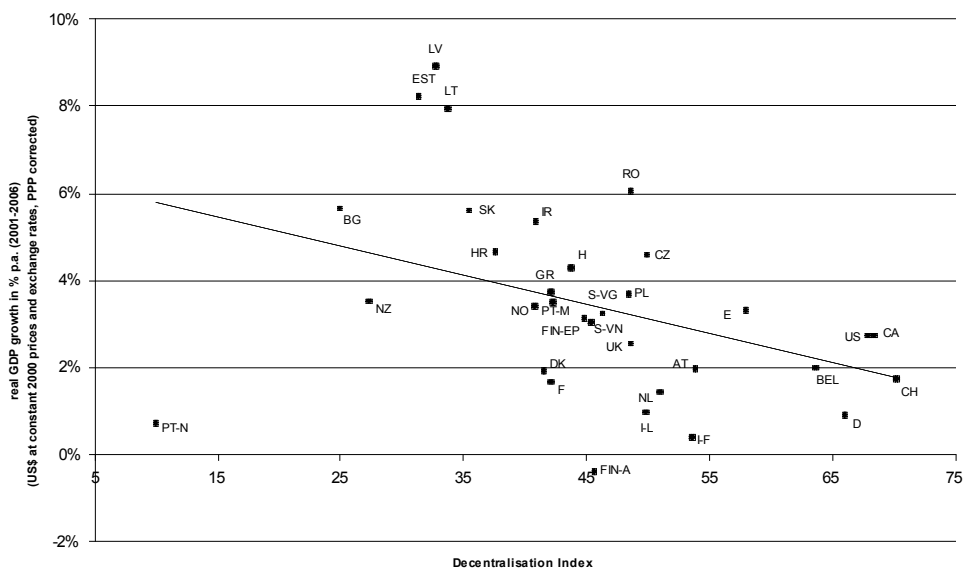
L'utilisation de tous les éléments de la décentralisation en tant que variables explicatives (voir la figure 1) révèle que la majeure partie d'entre elles a un impact positif sur le PIB par habitant. A une exception près, tous les ensembles et sous-indices sont très importants. De nombreux aspects des compétences en matière de prise de décisions sont importants, ce qui contraste fortement avec les compétences d'exécution qui sont peu importantes. Cela signifie que seules les compétences de prise de décisions sont importantes pour la prospérité économique des régions et non la compétence ou le devoir d'appliquer la politique de quelqu'un d'autre (les décisions prises au niveau national). Cela semble particulièrement important dans les domaines de soins de santé et de l'éducation et de la recherche.

L'importance des variables financières doit être mise en perspective. Elles ont peu d'importance dans les deux séries de données. Seule la décentralisation financière

⁶ Outre l'Indice de décentralisation, les données des pays incluent également la régulation des marchés des produits et les brevets de haute technologie par habitant. Les données régionales incluent également la régulation des marchés des produits, l'imposition des entreprises, les publications par habitant, les points de l'indice de Shanghai par habitant, la structure industrielle, et une variable dichotomique pour la métropole. Les signes sont comme prévu, les R au carré sont entre 0,51 et 0,76.

globale répond à ce critère (mais pas, par exemple, pour les compétences en matière de fiscalité). Selon les résultats de régression, la question de savoir si les régions ont ou non un impact important sur le processus législatif au niveau national (parlement national) est importante, qu'il y ait une constitution régionale (bien qu'il s'agisse davantage d'une indication de la culture politique qu'un pouvoir concret) ou quelle que soit l'indépendance des gouvernements régionaux par rapport aux autorités nationales. Les aspects qualitatifs semblent jouer un rôle aussi important que les aspects purement financiers.

Figure 4: Décentralisation et croissance du PIB



La croissance du PIB et la décentralisation entretiennent une relation négative (Figure 4): un Indice de décentralisation plus élevé correspond à une baisse de la croissance du PIB. Ce résultat doit être replacé dans le contexte approprié: certains pays du groupe des pays d'Europe orientale, caractérisés par un degré élevé de centralisation, tels que la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie ou la Roumanie, ont des taux de croissance économique extraordinairement élevés, qui sont typiques des économies en transition qui passent d'une économie planifiée à une économie de libre marché. En outre, les régions de ces pays n'ont pratiquement aucune autonomie (à ce jour). Néanmoins, elles semblent rattraper rapidement leur retard au plan économique mais restent à la traîne en termes de décentralisation et d'organisation optimale du gouvernement répondant mieux à

l'évolution économique. L'analyse économétrique peut tenir compte de l'histoire, de la transition et d'autres facteurs de localisation en estimant l'impact de la décentralisation sur la croissance économique. Pour ce faire, la principale variable est le niveau de PIB par habitant au début de la période de croissance mesurée, permettant aux régions plus faibles de rattraper leur retard et donc aux régions plus fortes de dépasser la moyenne.

Tableau 2: Coefficients estimés de la variable de décentralisation⁷

Variable dépendante: Croissance du PIB (taux de croissance moyen de 2001 à 2006)	Total	Décentralisation quantitative	Décentralisation qualitative
Ensemble de données par pays	0,00196 **	0,00122 **	0,00283 **
Ensemble de données par région	0,00182 ***	0,00102 ***	0,00272 ***

*, **, *** signifie respectivement l'importance statistique sur le niveau d'erreur de 10, 5, 1.
Source: BAK Basel Economics

Le tableau 2 indique les résultats de la régression lorsqu'on utilise la croissance du PIB en guise de variable. Une fois encore, dans l'ensemble de données nationales et régionales, l'Indice de décentralisation est clairement positif et statistiquement important (voir le total par ligne): plus la décentralisation est élevée, plus la croissance du PIB est importante. Et une fois encore, la décentralisation qualitative est plus importante que la décentralisation quantitative.

Une analyse détaillée utilisant tous les éléments de la décentralisation en guise de variables explicatives révèle que nombre d'entre elles ont un impact positif sur la croissance du PIB. La décision de décentralisation a quasiment le même impact positif (et statistiquement important) sur la croissance que la décentralisation financière. Le pouvoir de prise de décision est beaucoup plus important que le

⁷ Outre l'Indice de décentralisation, les données par pays incluent également la régulation des marchés de produits, les points de l'indice de Shanghai par habitant, le pourcentage des personnes ayant suivi un enseignement supérieur, et le PIB par habitant en 2001. Les données régionales incluent également l'imposition des entreprises, l'imposition de la main-d'oeuvre, les points de l'indice de Shanghai par habitant, le changement de la structure industrielle, le PIB par habitant en 2001. En outre, les deux équations comportent une composante de décentralisation quadratique afin de tester le maximum interne (coef. < 0). Cependant, le pouvoir statistique des tests n'est pas suffisamment puissant pour permettre un calcul de la valeur optimale de la décentralisation. Les signes sont comme prévu, les R carrés sont entre 0,16 et 0,77.

pouvoir d'exécution. Cela semble particulièrement important dans les domaines politiques de l'infrastructure et des loisirs et de la culture. Dans les données régionales, les variables financières sont très fortes. Contrairement aux résultats précédents, les questions financières semblent revêtir une extrême importance pour la croissance économique des régions d'Europe occidentale.

3. Quel est l'impact de la décentralisation sur l'innovation?

Etant donné que l'innovation est un moteur essentiel de la croissance économique, le rôle de la décentralisation a également été examiné pour plusieurs indicateurs d'innovation: (1) la densité de brevets (nombre de brevets par habitant), (2) la densité en points de Shanghai (nombre de points dans le classement universitaire de l'Université de Shanghai, par habitant), (3) la densité de publications (le nombre de publications universitaires dans des revues scientifiques par habitant).

Si l'on examine les canaux de transmission, l'efficacité plaide à nouveau en faveur de solutions décentralisées. Une structure industrielle varie d'une région à l'autre, l'éducation et la recherche doivent être adaptées à la structure respective. Les besoins d'une région basée sur un service urbain diffèrent de ceux d'une région basée sur l'industrie lourde ou l'industrie pharmaceutique.

Compte tenu de l'hétérogénéité des structures dans l'espace, la politique régionale peut être spécifiquement axée sur les besoins des secteurs dominants de la région. Les autorités régionales sont mieux en mesure de créer un équilibre optimal des institutions privées et publiques. Par conséquent, la spécialisation régionale permet d'atteindre plus facilement la masse critique des activités de Recherche & Développement dans les domaines importants pour la région, renforçant ainsi les forces existantes et créant un résultat positif.

Cependant, certains arguments plaident aussi en faveur d'une concentration dans l'éducation et la recherche (par exemple, une grande université de recherche par pays): les externalités positives élevées et les économies d'échelle substantielles (coûts fixes élevés) plaident clairement en faveur de systèmes centralisés.

Le tableau 3 indique les résultats pour les variables d'innovation. D'un point de vue statistique, la décentralisation a un impact positif important sur le nombre de **brevets**. Les régions situées dans des pays décentralisés semblent être mieux en

mesure de faciliter et de soutenir la recherche régionale. La décentralisation favorise la recherche appliquée ou liée à l'industrie et le développement. Afin de profiter des retombées positives, il faut un nombre minimum de personnes (et d'instituts et/ou d'entreprises) intéressés par des sujets spécifiques (thèmes, technologies, etc.). Cet effet de grappe conduit à la spécialisation (activité bancaire en un lieu, biotechnologie ou automobile dans un autre). Bien que les brevets ne soient pas un indicateur utile pour toutes les industries, les résultats indiquent clairement que la décentralisation a un effet positif sur les résultats de la recherche directement utilisables (recherche appliquée ou liée à l'industrie et développement) pour lesquels le nombre de brevets est un bon indicateur.

Tableau 3: Coefficients estimés de la variable de décentralisation⁸

Innovation	Total	Décentralisation quantitative	Décentralisation qualitative
Densité de brevets	0,00111 ***	0,00086 ***	0,00084 ***
Densité en points de Shanghai	0,00012 *	0,00006	0,00013 **
Densité de publications	-0,01464 ***	-0,01116 **	-0,01125***

*, **, *** signifie respectivement l'importance statistique sur le niveau d'erreur de 10, 5, 1.
Source: BAK Basel Economics

Par ailleurs, les résultats des **publications** universitaires sont très différents de ceux des brevets. L'effet de concentration (dû aux économies d'échelle) domine l'effet de spécialisation ainsi que les effets éventuels résultant de la diminution des rendements marginaux des activités de recherche. Cette interprétation est soutenue par le signe négatif de la variable de décentralisation: étant donné que les états centralisés ont tendance à centraliser (c'est-à-dire à concentrer dans quelques rares régions) leur budget de recherche, la décentralisation conduit à une production moins efficace d'articles scientifiques. De plus, les publications sont des biens publics et génèrent des retombées spatiales substantielles favorisant les solutions centralisées. Les pays gouvernés centralement ont donc tendance à avoir des régions spécialisées dans la recherche universitaire (essentiellement les capitales, dans certains pays de grandes villes universitaires) et à réaliser un

⁸ Outre l'Indice de décentralisation, les régressions incluent également l'imposition des entreprises, l'accessibilité continentale, la structure industrielle, et le PIB par habitant (moyenne 2001-2006). Les signes sont comme prévu, les R carrés sont entre 0,43 et 0,57.

grand nombre de publications académiques.

En ce qui concerne la qualité des **universités** (mesurée par l'Indice de Shanghai), les résultats empiriques se situent quelque part entre ceux des brevets et des publications. Il y a un "équilibre" entre la recherche universitaire d'une part et l'éducation et la recherche liée à l'industrie de l'autre. L'effet de la décentralisation est beaucoup moins marqué pour les bonnes universités que pour les brevets. Le signe est encore positif, mais il est moins important, et indique que l'effet de concentration dû aux économies d'échelle devient plus important mais l'est cependant moins que l'effet de spécialisation. De plus, l'impact de la décentralisation quantitative est beaucoup plus élevé que celui de la décentralisation qualitative. Ce résultat est très surprenant car les bonnes universités sont très onéreuses.

L'analyse détaillée utilisant tous les éléments de décentralisation en tant que variables explicatives révèle que la plupart des paramètres sont significativement positifs dans l'équation sur les brevets (comme dans la mise en œuvre de la plupart des secteurs politiques), la plupart des paramètres sont positifs mais seuls quelques-uns sont importants dans l'équation de Shanghai et la plupart des paramètres sont significativement négatifs dans la section des publications. Un aspect notable est la grande importance de la plupart des facteurs de décentralisation financière dans l'équation sur les brevets (positive) et dans l'équation des publications (négative). Le nombre de brevets (publications) augmente avec l'augmentation (la diminution) de la décentralisation financière, ce qui révèle l'importance des moyens financiers pour la recherche et l'éducation.

4. Quelles conclusions peut-on tirer de l'étude ?

L'analyse empirique révèle que la décentralisation a un impact très positif sur les résultats économiques des pays et des régions: dans la plupart des aspects, un niveau supérieur de décentralisation est lié à une croissance économique plus forte.

En ce qui concerne la capacité d'innovation, la décentralisation favorise la recherche appliquée ou liée à l'industrie et le développement (mesurés par le nombre de brevets) et, dans une moindre mesure, la qualité des universités (mesurée par l'Indice de Shanghai). Par ailleurs, la recherche universitaire ou

fondamentale (mesurée par le nombre de publications scientifiques) a tendance à profiter d'un système plus centralisé.

Ces résultats semblent clairement indiquer que l'application du principe de **subsidiarité** est la clé de la réussite économique. Ce constat est vrai à court terme (effet direct sur le PIB) et le long terme (par l'éducation et la recherche).

Compte tenu de la spécificité des pays et des régions examinés dans l'étude, les conclusions semblent indiquer que les résultats économiques d'un pays peuvent être améliorés grâce à:

- plus d'influence des régions au plan national
- plus d'indépendance des régions au plan national
- plus de compétences financières et de ressources pour les régions
- plus de compétences en matière de (1) loisirs et de culture, (2) d'infrastructure, (3) d'éducation et de recherche, (4) de soins de santé.

Les résultats semblent donc indiquer que les gouvernements nationaux devraient se concentrer uniquement sur la prestation de services dans les domaines :

- à externalités spatiales élevées, ou
- à économies d'échelle substantielles,

tout en définissant une politique générale dans les autres domaines et en surveillant la conformité.

Toutes les autres compétences, à savoir la prise de décisions (pouvoir législatif) et la mise en oeuvre (pouvoir exécutif), doivent incomber aux autorités infranationales.

La présente étude n'a pas pour objectif de trouver le bon « équilibre de décentralisation » pour un pays donné. Mais en fournissant aux pays et aux régions des données et une analyse empirique permettant d'optimiser la croissance économique, l'étude donne un aperçu extrêmement utile de la manière dont l'application du principe de subsidiarité peut aboutir à une réussite économique. Etant donné que les décideurs sont contraints de repenser leurs stratégies de développement économique face à la récession économique mondiale actuelle, nos conclusions n'auraient pas pu arriver à un meilleur moment.

